



Pour marquer la journée d'action du 26 mai, un rassemblement devant la mairie, suivi d'une marche jusqu'aux Papeteries, ont eu lieu en milieu d'après-midi... « D'autres actions sont à venir » a-t-il été annoncé.

MALAUCENE. Réunis en congrès depuis mardi, les délégués CGT du groupe condamnent la fermeture.

Front commun autour des Papeteries

■ La fermeture du site de Malaucène en septembre prochain pèse comme une épée de Damoclès sur l'ensemble des salariés... C'est dans ce contexte très particulier que s'est ouvert mardi le congrès annuel de l'intersyndicale CGT du groupe Schweitzer-Mauduit au Village Vacances. Les délégués syndicaux de Quimperlé, Saint-Girons, Le Mans ont pu exprimer à nouveau la solidarité pleine et entière des salariés avec ceux de Malaucène, étant conscients « d'être dans le même bateau » et d'être les prochains en ligne de mire. « C'est toute la démarche commerciale du groupe qui est revue de manière différente concernant l'activité papier ciga-

rettes ; fermer Malaucène revient à dire que le groupe ne pourra plus livrer les clients sur l'ensemble du produit, un peu comme si un constructeur automobile livrait ses voitures sans roues... ».

Pour les 23 délégués responsables du comité du groupe, qui ont examiné le rapport d'expertise Secafi mandaté par le C.E, il s'agit bien là d'une « stratégie préméditée, dénoncée depuis des années par la CGT, visant à affaiblir et à désorganiser la production (arrêt à Malaucène mais surproduction à « La Moulasse » -St Girons), avec en parallèle une montée en puissance des usines du groupe installées en Chine, au Mexique et aux Philippines. » Même si l'expé-

rience brésilienne n'a pas tenu ses promesses, le groupe poursuit dans cette voie : augmenter ses profits en réduisant le coût de la masse salariale.

Tous, avec Jean-Marc Moulin, délégué syndical des Papeteries de Malaucène et Thierry Georges, secrétaire de l'Union locale CGT, s'accordent à dire qu'« économiquement, la décision de fermer Malaucène par le géant américain n'est pas justifiée ; elle relève de choix arbitraires et préjudiciables à l'ensemble de la chaîne ».

Une position qui sera défendue en justice, pour tenter de stopper le rouleau compresseur.

MYRIAM STOCK